

Argentine: manifestation à cinq ans des assassinats de Dario et Maxi

28-06-2007

Les manifestants sont partis de la station d'Avellaneda pour se rendre sur le pont Pueyrredón. Un dispositif policier leur ont bloqué le passage pendant plus de deux heures. Un festival artistique dans la station et un campement avaient précédé la mobilisation. Le gouvernement a été accusé pour le manque d'avancées dans le jugement des responsables politiques de la répression et des assassinats.

Les manifestants sont partis de la station d'Avellaneda pour se rendre sur le pont Pueyrredón. Un dispositif policier leur ont bloqué le passage pendant plus de deux heures. Un festival artistique dans la station et un campement avaient précédé la mobilisation. Le gouvernement a été accusé pour le manque d'avancées dans le jugement des responsables politiques de la répression et des assassinats.

Avec un acte sur le pont Pueyrredon, organisations sociales, organismes de défense des Droits Humains et partis de gauche ont rappelé les cinq ans du "Massacre d'Avellaneda". La déjà traditionnelle marche depuis la station jusqu'au pont s'est heurté cette fois à un impressionnant dispositif policier qui a freiné l'arrêtée durant plus de deux heures. Les manifestants, rassemblés sur l'accès au pont, ont seulement pu y avoir accès après de longues négociations avec la Gendarmerie. Alberto Santillan, le père de Dario, accompagné par Vanina Kosteki, la soeur de Maximiliano, a lu un document dans lequel il y a eu des critiques au gouvernement national et la revendication de procès et condamnation des responsables politiques de la répression. Un festival artistique dans la station de trains et un campement avaient précédé la journée de protestation. "Cela m'émeut toujours de voir ce que ces jeunes gens font : l'exposition de photos et de dessins, musique, oeuvres de théâtre me donnent un orgueil très grand", a dit après l'acte le père de Dario Santillan; "ils me font sentir que Dario est toujours en vie dans ses compagnons".

Santillan a aussi considéré comme "une provocation du gouvernement" le dispositif policier déployé avec camions à eau, "parce que nous avons toujours fait l'acte de manière tranquille et pacifique". La protestation a plus ajouté à ses revendications la demande d'apparition en vie de Julio Lopez -le témoin contre Miguel Etchecolatz- et l'exigence de justice pour la mort du professeur de Neuquen, Carlos Fuentealba. Le Front Populaire Dario Santillan, le MTD Anibal Veron, le Mouvement Territorial de Libération, le Pôle Ouvrier, le Courant Classiste et Combatif, la Fédération d'Organisation de Base, le Mouvement Teresa Rodriguez ont été quelques unes des organisations piqueteras qui ont participé à la mobilisation. Ont été également présentes les Mères de Place de Mai-Ligne Fondatrice et les organisations qui composent la Rencontre Mémoire, Vérité et Justice. Les familles de Kosteki et de Santillan impulsent au niveau de la Justice fédérale une plainte pour que soient enquêtés les politiques qui, le 26 juin 2002, ont joué un rôle dans la répression. En plus de l'ex-président Eduardo Duhalde, la revendication inclut les autres politiques qui occupaient des postes, comme le gouverneur Felipe Sola, Alfredo Atanasof (alors chef de Cabinet), Juan Jose Alvarez (ex-secrétaire de Sécurité), Carlos Soria (ex-responsable de la SIDE, services de renseignements), Oscar Rodriguez (ex-second du Secrétariat d'Intelligence), Anibal Fernandez (ex-secrétaire général de la Présidence), Jorge Vanossi (ex-ministre de la Justice) et Luis Genoud (ex-secrétaire de Sécurité de la province de Buenos Aires).

Certains d'entre eux avaient effectué de clairs avertissements suivant lesquels le gouvernement était disposé à réprimer. Par exemple, Atanasoff a soutenu que si les piqueteros traversaient le pont Pueyrredon, cela serait pris comme une "déclaration de guerre". D'autres comme Vanossi ont présenté dans les heures qui ont suivi la répression une dénonciation judiciaire dans laquelle ils soutenaient qu'il y avait eu une espèce de complot piquetero pour renverser Duhalde, un argument destiné à justifier l'action de la police. La plainte n'a cependant pas eu de progressions de signification et aucune personne a été inculpée. Le document lu hier durant le rassemblement sur le pont, rédigé par toutes les organisations convocantes, a accusé le Gouvernement du manque d'éclaircissement sur ce qui s'était passé. "La couche d'impunité a non seulement été garantie par la Justice, elle a aussi eu pour participant l'actuel président Kirchner, qui avait promis d'enquêter jusqu'aux dernières conséquences sans qu'il importe qui tombe", a signalé le texte. L'expédient sur les responsabilités politiques n'est pas le seul qui ne montre pas de résultats malgré les années écoulées. Dans les tribunaux de Lomas de Zamora, la plainte en relation sur les agressions subies par les manifestants dans les commissariats 1^a et 2^a d'Avellaneda est gelée : les plaignants n'ont même pas été convoqués pour ratifier leurs dires sur les passages à tabac des détenus, certains d'entre eux maintenus nus dans la cour du commissariat. Est aussi en attente de condamnation, bien que mieux partie, la plainte déposée pour la perquisition illégale du local de Izquierda Unida par des policiers de la province de Buenos Aires qui ont tiré sur les militants qui s'étaient réfugiés à l'intérieur. Les avocats qui représentent les plaignants ont dénoncé que dans ce dossier il y a eu une tentative de réaliser un procès abrégé sans les en informer, pour éviter la réalisation d'audiences publiques mais le projet n'a pas prospéré. Laura Vales, Pagina/12, 27 juin 2007. Photos: Zula et Mat, Indymedia Argentine. Traduction: <http://amerikenlutte.free.fr>